

JO n° 199 du 27 août 2016 :

Ministère de la Culture et de la Communication :

Décret n° 2016-1161 du 26 août 2016 relatif au soutien à l'émergence et à l'innovation dans la presse et réformant les aides à la presse

Arrêté du 10 août 2016 fixant pour l'année 2016-2017 les montants des droits de scolarité, d'examen et d'inscription aux concours ainsi que les montants des droits d'inscription en vue de l'obtention d'un diplôme par validation des acquis de l'expérience, dans les établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de la Culture et de la Communication

Arrêté du 11 août 2016 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Fêtes et divertissements à la Cour*, au musée du château de Versailles)

Arrêté du 11 août 2016 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Guerres secrètes*, au musée de l'Armée, Paris)

Autres autorités :

Arrêté du 11 août 2016 autorisant au titre de l'année 2017 l'ouverture d'un examen professionnalisé réservé pour le recrutement de conservateurs des bibliothèques

Arrêté du 11 août 2016 autorisant au titre de l'année 2017 l'ouverture d'un examen professionnalisé réservé pour le recrutement de bibliothécaires

Arrêté du 11 août 2016 autorisant au titre de l'année 2017 l'ouverture d'un examen professionnalisé réservé pour le recrutement de bibliothécaires assistants spécialisés de classe normale

Arrêté du 11 août 2016 autorisant au titre de l'année 2017 l'ouverture d'un examen professionnalisé réservé pour le recrutement de magasiniers des bibliothèques principaux de 2^e classe

JO n° 200 du 28 août 2016 : RAS

JOUE du 27 août 2016 (L232 - C313) : RAS

JOUE du 29 août 2016 (C314) :

Affaire C-280/15 : Arrêt de la Cour (septième chambre) du 22 juin 2016 (demande de décision préjudicielle du Harju Maakohus - Estonie) - Irina Nikolajeva/Multi Protect OÜ (Renvoi préjudiciel - Marque de l'Union européenne - Règlement (CE) n° 207/2009 - Article 9, paragraphe 3, et article 102, paragraphe 1 - Obligation pour un tribunal des marques de l'Union européenne de rendre une ordonnance interdisant à un tiers de poursuivre des actes de contrefaçon - Absence de demande tendant à l'obtention d'une telle ordonnance - Notion de « raisons particulières » de ne pas prononcer une telle interdiction - Notion « d'indemnité raisonnable » pour des faits postérieurs à la publication d'une demande d'enregistrement d'une marque de l'Union européenne et antérieurs à la publication de l'enregistrement d'une telle marque)

Communiqués de presse de l'Union européenne : RAS

Autres infos :

Discours/Communiqués :

Culture et communication - [Pluralisme de l'information et création de nouveaux médias](#) au cœur de la réforme des aides à la presse

DAE - [Nouvelle rubrique sur le Portail](#) pour les stratégies segments achat

Circulaires :

Performance publique - [Circulaire 2B2O-16-3060 du 24 août 2016](#) (NOR : FCPB1622399C) relative à la gestion budgétaire et comptable des organismes publics et des opérateurs de l'État pour 2017 (+ annexes suivantes : Préambule ; Budget ; Comptabilité générale ; Contrôle interne budgétaire et contrôle interne comptable ; Achats ; Immobilier)

Performance publique - Autres annexes à la circulaire 2B2O-16-3060 du 24 août 2016 :

[Annexe 5](#) : Outil d'évaluation de la soutenabilité

[Annexe 7](#) : Calcul de la mise en réserve pondérée

[Annexe 8](#) : Questionnaire de qualité comptable de la circulaire comptable

[Annexe 10](#) : Enquête relative au déploiement du contrôle interne budgétaire et du contrôle interne comptable au sein des organismes publics

[Annexe 11](#) : OPRA

[Annexe 13](#) : Fiche méthodologique immobilier

Légifrance - [Note de service n° INS16011 du 8 août 2016](#) (NOR : FCPE1623730N) relative à la mise en œuvre de la levée du secret professionnel auprès des services de la direction générale des Finances publiques

Jurisprudences :

Légifrance - [Cour administrative d'appel de Bordeaux, 1^{re} chambre \(formation à trois\), affaire n° 14BX02256](#) : demande, à la Commission nationale d'aménagement commercial statuant en matière cinématographique, d'annulation de la décision par laquelle la commission départementale d'aménagement commercial de La Réunion a accordé à la SAS Cinéplaza l'autorisation préalable requise en vue de créer un établissement de spectacles cinématographiques de 6 salles et 1001 fauteuils sur un terrain situé rue Moulin à Vent à Saint-Denis